

# Emmanuel Macron et Pap Ndiaye à Marseille pour lancer «l'école du futur»

Par [Caroline Beyer](#)

Publié hier à 18:44, Mis à jour hier à 18:51

DÉCRYPTAGE - Cette expérimentation, avec pour l'heure 59 écoles, prévoit de donner plus d'autonomie aux établissements.

Deuxième sortie [pour le nouveau ministre de l'Éducation nationale](#). C'est aux côtés du chef de l'État que Pap Ndiaye se rend ce jeudi à Marseille, pour faire la promotion de «l'école du futur», voulue par Emmanuel Macron. [Lancée en septembre 2021](#), comme pour tenir, in extremis, les engagements formulés dès 2017, l'expérimentation marseillaise est bien le symbole de cette école dont le président rêve ou prétend rêver.

Il n'a eu de cesse de le répéter au cours de sa campagne, laissant présager que ce «laboratoire» de 59 écoles marseillaises, porte-drapeau de «méthodes innovantes» et d'un esprit libéral, était appelé à se déployer au-delà de la Cité phocéenne. Comme il l'a dit en mars, Emmanuel Macron veut «plus de liberté» dans les écoles, en donnant notamment aux directeurs la possibilité de participer aux recrutements de leur équipe, autour d'un projet pédagogique défini. Si «l'évaluation, les programmes et les examens» resteront «nationaux», des «formes nouvelles d'organisation», «non uniformes» sont clairement souhaitées.

## «Ces grands principes libéraux sont inapplicables sur le terrain»

Un pavé dans la mare, voire une déclaration de guerre aux syndicats d'enseignants majoritaires. Pour le SNUipp, premier syndicat du primaire, le fait d'attribuer 2,5 millions d'euros à 59 écoles marseillaises (parmi lesquelles une vingtaine située hors de l'éducation prioritaire), retenues sur projet, est une «rupture d'égalité». L'expérimentation concerne 630 enseignants et un écolier marseillais sur huit. Les commissions de recrutement se sont déjà tenues avec, autour de la table, le directeur d'école, mais aussi deux inspecteurs. Objectif: recruter, non pas des «profils particuliers», mais des enseignants lambda sur des «postes à exigence particulière», c'est-à-dire capables de mener à bien le projet de l'école.

Les start-up, on en lance un certain nombre et une partie s'écrase. Dans le service public de l'Éducation nationale, on ne peut pas se permettre de s'écraser

Stéphane Crochet, du syndicat SE-Unsa

On est donc loin, pour l'heure, de la grande révolution où le directeur ferait passer des entretiens d'embauche pour choisir les meilleurs profils. Il n'empêche. «L'idée même de laisser le directeur choisir son équipe nous inquiète», résume Guislaine David, au SNUipp. Avec le manque de personnel, prévisible dans les années à venir, le directeur va-t-il recruter directement des contractuels?». Selon elle, ce modèle marseillais n'est pas duplicable. «On passerait notre temps à recruter!» résume-t-elle. Ces grands principes libéraux sont inapplicables sur le terrain.» Pour le président Macron, les 59 écoles marseillaises doivent

pourtant donner le *la*, et entraîner le mammoth. Un esprit entrepreneurial séduisant, mais peu adapté aux réalités de l'Éducation nationale, faite de rigidités administratives, de hiérarchies superposées et déconcentrées et de progressions de carrière mécaniques, à l'ancienneté.

*«Macron a toujours cette vision "start-up", mais il ne va pas au bout de la comparaison. Les start-up, on en lance un certain nombre et une partie s'écrase. Dans le service public de l'Éducation nationale, on ne peut pas se permettre de s'écraser», estime Stéphane Crochet au SE-Unsa. Il décrit surtout une expérimentation lancée à marche forcée, pour répondre à un calendrier politique. Écoles choisies par les autorités, en prenant soin de sélectionner des directeurs non syndiqués - ce qui explique l'omerta autour du sujet -, projets rédigés à la hâte, inégaux, allant du numérique à la musique en passant par les maths. «Aura-t-on les moyens budgétaires de décliner ce modèle à l'échelle nationale?», interroge le syndicat, dubitatif.*

## **«Il faut arrêter d'ignorer, voire de moquer les enseignants qui se bougent!»**

À contre-courant, le syndicat national des écoles (SNE) juge *«bienvenu tout ce qui est libre et volontaire»*. *«Il faut mettre un peu d'air dans ce recrutement à l'aveugle, par ordinateur»,* estime Pierre Favre, vice-président du SNE, favorable à *«une autre stratégie»*. *«Sans aller jusqu'au "job dating", on peut admettre que des enseignants se rencontrent et se choisissent pour travailler ensemble autour d'un projet»,* poursuit-il. Il est favorable à *«des contrats d'objectifs de six ans»*, ouvrant la porte à *«plus de souplesse, de liberté et de responsabilité»*. *«Il faut tout simplement manager et en finir avec cette logique de ne pas voir dépasser une tête. Il faut arrêter d'ignorer, voire de moquer les enseignants qui se bougent!»,* conclut-il.

Sans aller jusqu'au "job dating", on peut admettre que des enseignants se rencontrent et se choisissent pour travailler ensemble autour d'un projet

*Pierre Favre, vice-président du SNE*

Une position en phase avec le projet macronien qui prévoit, au niveau national cette fois, d'augmenter *«substantiellement»* les enseignants prêts à *«faire plus d'efforts»* et à *«aller vers de nouvelles missions»*, comme le remplacement, l'accompagnement des élèves en difficulté, l'aide aux devoirs. Une rémunération au mérite donc. Au cours du premier quinquennat Macron, le ministère de l'Éducation nationale a lancé des contrats locaux d'accompagnement (CLA), soit l'attribution de moyens sur la base de projets, avec, en toile de fond, l'idée d'obligation de résultats. Un dispositif expérimental lancé cette année dans les académies d'Aix-Marseille, Lille et Nantes.

Il a également innové en instaurant, en 2022, en parallèle du fameux «mouvement» - la mobilité des enseignants, décidée chaque année, en mars, sur des critères essentiellement liés à l'ancienneté -, un mouvement sur des «postes à profils». Objectif: pourvoir des postes spécifiques par des profils adaptés, en dehors du strict «barème», et favoriser la mobilité. Les jalons, s'ils restent timides, sont posés. À charge [pour Pap Ndiaye](#) de mettre en œuvre cette feuille de route. Si le nouveau ministre a affiché, lors de ses premières rencontres avec les syndicats, le changement de méthode, à l'extrême opposé de son prédécesseur Jean-Michel Blanquer, il semble que sa marge de manœuvre soit plutôt réduite.